



Côte d'Ivoire : pour 62% d'Ivoiriens, le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à la préoccupation de création d'emplois (enquête)

mercredi 10 janvier 2018, par Burkinapmepmi.com

Malgré toute la batterie de mesures prises par le gouvernement ivoirien en vue d'apporter une solution durable au problème d'emploi, le chômage continue de toucher de manière endémique, aussi bien les différentes tranches d'âge que le milieu de résidence, le sexe, ou le niveau d'instruction. A tel point que « l'emploi constitue actuellement le problème le plus important dont le gouvernement ivoirien devrait s'occuper, mais que celui-ci adresse plutôt mal. »

Ce sont là, les principales conclusions de la récente enquête d'Afrobaromètre, un réseau de recherche « panafricain et non-partisan » qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique.

A cet effet, l'équipe Afrobaromètre en Côte d'Ivoire, dirigée par le Centre de recherche et de formation sur le développement intégré (CREFDI), a interviewé 1200 adultes ivoiriens de décembre 2016 à janvier 2017. « Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95% » précise le rapport d'enquête rendu public en décembre 2017, et qui intervient après les enquêtes déjà menées dans le pays en 2013 et 2014 sur la question.

Une politique de l'emploi qui ne produit pas encore des résultats satisfaisants

L'enquête d'Afrobaromètre tend à démontrer que malgré « les efforts apparents » du gouvernement ivoirien, la politique de l'emploi ne semble pas encore donner des résultats satisfaisants en Côte d'Ivoire.

En effet, en vue d'apporter une solution durable au problème de l'emploi dans le pays, des institutions ont été créées ou mises à contribution par les autorités ivoiriennes. Il s'agit principalement du Fonds national de solidarité (FNS), de l'Agence nationale de la formation professionnelle (AGEFOP), du Fonds de développement de la formation professionnelle (FDFP), de l'Observatoire de l'emploi, des Conseils régionaux, de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI). Et depuis 2015, de l'Agence nationale pour l'insertion et l'emploi des jeunes (Agence Emploi Jeunes).

De manière globale, ces programmes proposent des solutions basées principalement sur l'aide à l'insertion par (i) l'aide à l'embauche (formation professionnelle technique et apprentissage), l'auto emploi, (ii) le renforcement institutionnel, ainsi que (iii) les travaux à haute intensité de main-d'œuvre.

Toutefois, malgré cet arsenal de mesures et d'institutions, le chômage reste pour les ivoiriens le problème le plus important auquel le pays fait face et auquel le gouvernement devrait s'attaquer, fait savoir le

rapport d'enquête. D'ailleurs, plus de trois ivoiriens sur cinq (62%) estiment que le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à la préoccupation de création d'emplois. Cette proportion ayant néanmoins légèrement diminué depuis 2013 (de 71% à 62%).

Une situation de chômage qui touche environ 76% des ivoiriens

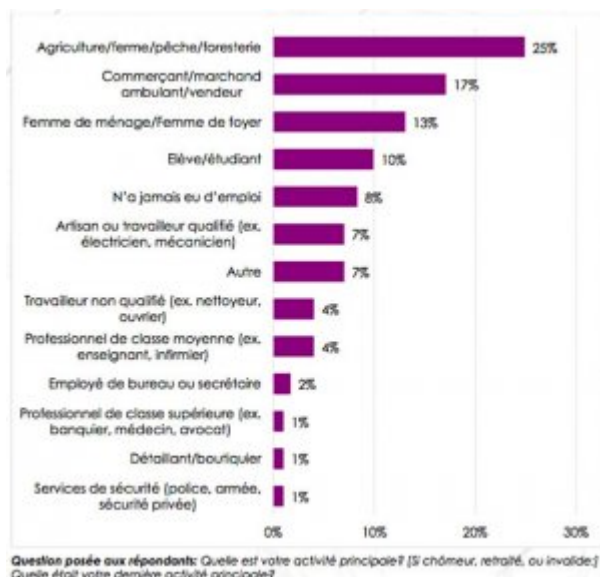
Selon les données de l'enquête, le chômage touche aujourd'hui environ 76% d'Ivoiriens. Parmi ceux-ci, on compte plus d'un Ivoirien sur deux (52%) qui n'ont pas d'emploi, mais qui n'en cherchent pas non plus. Une situation qui, selon Afrobaromètre, « révèle un apparent désabusement des intéressés », tout en laissant « présager une certaine inadéquation de la politique publique actuellement mise en œuvre en la matière ».

D'un autre côté, on répertorie un Ivoirien sur quatre (24%) qui n'a pas d'emploi mais qui en cherche. Quand on compte seulement 17% d'Ivoiriens qui travaillent à plein temps, et 8% exerçant un emploi à temps partiel.

Pour Afrobaromètre, cette situation peu reluisante dépeint un certain échec du processus d'insertion professionnelle. « Au total, même si globalement la proportion des Ivoiriens dans la population active ayant un emploi à plein temps a légèrement augmenté entre 2013 (28%) et 2016 (34%), force est de reconnaître que la faible proportion actuelle invite les parties prenantes à plus d'efforts » fait remarquer le réseau de recherche panafricain.

« L'illusion du secteur agricole »

Selon l'enquête, le secteur agricole apparaît de loin comme le plus grand pourvoyeur d'emplois en Côte d'Ivoire. En effet, jusqu'à un Ivoirien sur quatre (25%) en situation d'emploi déclare être actif dans le secteur concernant l'agriculture/la ferme/la pêche/la foresterie. Toutefois, cette catégorie socioprofessionnelle connaît un niveau de pauvreté vécue parmi les plus élevés.



Et pour cause, les acteurs du secteur de l'agroforesterie et assimilés sont régulièrement confrontés, plus que les acteurs de la plupart des autres secteurs d'activité, au manque de cinq besoins de première nécessité (nourriture, eau potable, médicaments ou soins médicaux, combustible pour la cuisson des repas, et argent). Une situation que le rapport qualifie « d'illusion du secteur agricole », eu égard aux performances que brandit fièrement la Côte d'Ivoire concernant ses productions agricoles.

Par ailleurs, en 2017, près de trois Ivoiriens sur quatre (74%) en situation d'emploi affirment être des travailleurs indépendants contre 15% pour le secteur privé et 9% pour ceux qui affirment travailler pour le gouvernement.

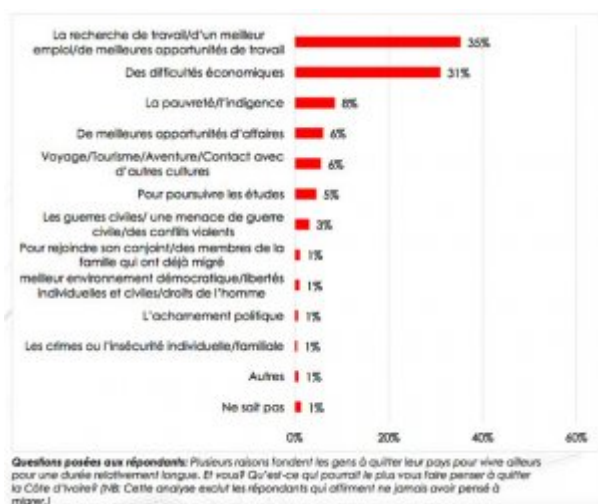
La proportion de ceux qui affirment être des travailleurs indépendants est en légère hausse depuis 2014 (de 70% à 74%), ce qui pourrait être une conséquence à la politique d'incitation du gouvernement à l'auto-emploi. Egalement de 2014 à 2017, une légère baisse est révélée pour le secteur privé (de 18% à 15%). Cet état de fait semble traduire, selon Afrobaromètre, un certain paradoxe « étant donné que le secteur privé connaît une certaine effervescence due à l'entrée en activité de nombreux opérateurs économiques, ainsi que le secteur public qui est assez demandeur notamment dans des domaines tels que l'éducation ».

En outre, ceux des enquêtés affirmant être des travailleurs indépendants ont un score de pauvreté vécue plus élevé que ceux des secteurs privé et public, révèle l'enquête.

La recherche d'emploi, première cause d'émigration des Ivoiriens

Pour le réseau de recherche panafricain, il existe une dépendance entre pauvreté et emploi. Ainsi, de 2014 à 2017, la proportion d'Ivoiriens qui ont « toujours », « souvent », ou « quelques fois » manqué des premières nécessités (pauvres) est à la hausse (45% à 49%) révèle Afrobaromètre.

Face donc à ce problème de l'emploi, une grande majorité des ivoiriens (près de quatre Ivoiriens sur cinq, soit environ 80%) justifient le recours à l'émigration en évoquant comme raisons pouvant les amener à quitter le pays, cumulativement, la recherche de travail (35%), les difficultés économiques (31%), la pauvreté (8%), et de meilleures opportunités d'affaires (6%).



Ainsi, dans un tel contexte, il apparaît crucial, selon Afrobaromètre, de militer pour une politique de l'emploi solide et adaptée. « Cette politique devrait favoriser des emplois durables, notamment en améliorant la capacité des activités grandement pourvoyeuses d'emplois à permettre à ceux qui les pratiquent l'accès aux besoins de première nécessité », conclut le réseau de recherche panafricain.

Borgia Kobri

Agenceecofin.com